cutants des directives des monopoles, ils sont exploités au même titre que d'autres travailleurs.

De ce fait, la C.G.T. condamne le principe de l'augmentation égale pour tous, telle que nous l'avançons. Il est vrai que la Fédération autonome des cadres envisage de s'affilier à une confédération. La C.G.T. espère... que ce sera chez elle ! Pourtant, qui, voit son niveau de vie le plus directement attaqué par la hausse des prix, sinon tous les cheminots « d'exécution » ? Est-elle ressentie de LA MEME FAÇON quand on gagne 100 000 A.F. ou 440 000 ?

Les cadres représentent 13 % du personnel de la S.N.C.F. dont 8 796 de l'échelle 15 à 19.

Ainsi l'augmentation égale pour tous, la notion de salaire BRUT minimum de 100 000 A.F. sont-elles deux revendications qui visent à relever sensiblement les plus bas salaires des cheminots. Elles permettent de se battre dans l'unité TOUS ENSEMBLE pour la même revendication.

— Vous dressez les travailleurs contre les cadres, nous dit la C.G.T. Sûrement pas ! Nous considérons comme essentielle la revendication de défense du pouvoir d'achat du plus grand nombre de travailleurs, les plus exploités.

L'augmentation en pourcentage c'est l'aggravation de la hiérarchie. Nous pensons que c'est derrière la classe ouvrière, (c'est elle qui mène les luttes), que doivent se ranger les cadres.

Nous n'arracherons ces revendications, que par les luttes unies des cheminots, et non pas par un vaste (et vague) rassemblement de tous les mécontents, Qui profite des effets de la hiérarchisation, sinon le patronat ? Ne s'en sert-il pas, pour diviser, dans le sens de ses propres intérêts, tous les cheminots ?

La démocratie avancée a, comme pierre de touche, le vaste rassemblement, justement, des mécontents, fondus dans le creuset électoral d'où sortira la majorité de gauche ; si cette majorité ne sort pas, le P.C.F. dira : « Il n'a pas dépendu de nous que l'union se réalise ! » Il le dit toujours, y compris depuis mai 1968 !

Nous affirmons, que la seule solution pour la classe ouvrière c'est le socialisme, la prise du pouvoir par les travailleurs. Nous pensons que la lutte contre la rentabilisation capitaliste, la défense des revendications et des acquis des luttes ouvrières, sont le moyen d'affirmer pas à pas, jour après jour, cette possibilité de la prise du pouvoir. Les militants de la Ligue Communiste intervenant à la S.N.C.F. sont et seront les artisans de cette victoire, par leur travail patient, quotidien, organisé, avec d'autres militants révolutionnaires.

Prochainement paraîtra un journal des cheminots ; il sera l'axe d'organisation autour duquel se retrouveront, nombreux, tous ceux qui sont d'accord avec nous. A la S.N.C.F., forte de la confiance grandissante des travailleurs, la Ligue Communiste, section française de la IVe Internationale continue le combat des révolutionnaires.

Paris, le 25 juillet 1970 Y. JAMARD.